

UNE LEÇON D'HISTOIRE IMMEDIATE : LA CHUTE DU COMMUNISME

L'analyse du système communiste et celle de sa désagrégation partielle à compter de la fin des années quatre-vingt, fournissent une remarquable leçon d'histoire immédiate. On y découvre, en effet, tout à la fois et de manière contradictoire, les dérives les plus banales et les réussites les plus éclatantes dans la pratique de l'histoire du très contemporain. Rarement, une majorité d'historiens a aussi mal rendu compte d'une réalité historique –le communisme. Rarement, un phénomène aussi complexe que la chute des régimes communistes en Europe et en URSS a été si vite et si bien analysé. Comment expliquer un tel paradoxe ?

LACUNES ET DERIVES DE L'HISTOIRE DU COMMUNISME

Pour prendre conscience des multiples faux pas des historiens du monde communiste, il suffit de parcourir les manuels scolaires français de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, qui, en principe, relayaient en les adaptant les acquis de la recherche¹. Jusqu'au début des années soixante-dix, à quelques exceptions près, ces manuels diffusaient des images étonnamment indulgentes et positives des régimes communistes et de leurs leaders. Staline, dès 1917, est décrit comme « l'exemple parfait du militant révolutionnaire. Il comprend mieux que les Bolcheviks revenus de l'extérieur la mentalité russe » (Manuel Bordas 1962). C'est, à la fois, « un homme doué d'une grande fermeté de caractère ; d'une intelligence souple et d'une étonnante puissance de travail » (Delagrave, 1962), ainsi qu' « un excellent organisateur, aux idées claires, d'une volonté farouche, qui allait droit au but, sans hésitations ni faiblesses, mais aussi un chef d'Etat habile qui savait pratiquer l'opportunisme » (Nathan, 1955). Le système lui-même ne mérite pas moins d'éloges : « Le régime est démocratique, affirme le manuel Hachette de 1959, et, à tous les échelons, le dernier mot appartient en principe à des conseils –les Soviets- dont les membres ont été choisis, directement par tous les citoyens ». Un vrai consensus règne entre les citoyens, ce qui exclut toute création de partis aux idées différenciées, voir antagonistes : « Dans les sociétés sans classes, comme celle de l'Union soviétique, il peut exister entre les diverses couches de la population des divergences et même des conflits. Mais ils ont toujours un caractère purement technique ; ils ne sont le reflet d'aucune opposition fondamentale. Ils se règlent sur le plan pratique. Ils n'ont pas besoin d'une idéologie propre, donc de partis » (Nathan, 1962). Comme le montre bien Laurent Jalabert dans sa thèse², il faut attendre les années 1970-1973, et, surtout, les années 80, pour que s'impose une vision critique du système et de ses dirigeants, et qu'une place soit enfin faite à la répression et aux dissidents.

Ce tournant historiographique, pour aussi net qu'il fût, n'en suscita pas pour autant une critique radicale des méthodes et des bases documentaires des spécialistes français du monde communiste. La plupart d'entre eux continuèrent à avoir les yeux fixés sur les faits et gestes des seuls dirigeants, à accepter comme argent comptant les statistiques officielles, et à mépriser totalement la vaste documentation souterraine qui, sous la forme de « samizdat », circulait et décrivait des sociétés minées par la misère, et bouillonnantes d'aspirations identitaires bafouées. Ainsi s'explique, sans doute, l'étonnante rareté des études de politologie

¹ Voir, par exemple, J-F Soulet, *L'histoire immédiate*, PUF, Collection Que-sais-je-?, 1994, pp.103-107.

² L. Jalabert, *Le grand débat : les universitaires français, historiens et géographes, et les pays communistes de 1945 à 1991*, GRHI, Toulouse, 2001.

et d'histoire mettant l'accent sur les difficultés structurelles et la désagrégation en cours du système communiste.

Un jeune chercheur toulousain³ inventoriant récemment les études françaises qui, de 1953 à 1985, ont soutenu, ou, au moins, ont évoqué l'idée du déclin et de la désintégration prochaine de l'URSS n'en recense pas plus d'une dizaine. Même, en effet, si la foi en l'Union soviétique s'érode lentement chez les intellectuels et les observateurs français, même si dans le contexte de la Guerre froide, l'hostilité au système soviétique ne cesse de croître dans le « camp américain », une forte majorité de personnes reste persuadée de la puissance des régimes communistes, et n'envisage pas leur chute, si ce n'est à la suite d'un conflit mondial. Deux voix discordantes se font cependant entendre, peu après la dénonciation au XXème congrès du PCUS des méfaits du stalinisme par Khrouchtchev. Dans la revue française *Preuves*, deux articles paraissent successivement en juin et juillet 1956⁴ émettant l'idée que le désordre entraîné par la condamnation de Staline peut déstabiliser l'ensemble de l' « empire ». Selon le journaliste et historien d'origine hongroise, François Fejtö, la déstalinisation constitue « un facteur de désagrégation du Parti et par conséquent du régime ». Opinion partagée, dans la même revue, quelques semaines plus tard, par Altiero Spinelli, pour qui le système soviétique n'est pas « tout puissant (mais) fragile, dépourvu de confiance en soi, proche du point de rupture ». Une telle perspicacité est plutôt rare chez un homme politique, si l'on excepte le général de Gaulle, qui confiait à Alain Peyrefitte, en septembre 1962, que « la Russie boira le communisme comme le buvard boit l'encre », que « l'avenir est à la réapparition des nations », et que la Russie soviétique, « c'est comme une commode qui serait recouverte par une épaisse couche de poussière » : « on passe un plumeau et la marqueterie réapparaît intacte »⁵.

Il faut qu'arrivent les années soixante pour que paraissent « deux livres phares »⁶. Le premier, rédigé par le colonel Michel Garder, décrit, en un peu plus de deux cents pages, *L'agonie du régime soviétique*⁷. Officier supérieur, chargé de conférences à l'École de guerre, auteur d'ouvrages sur la Chine communiste et l'armée soviétique, Michel Garder n'est pas un historien professionnel. Apparentant le régime soviétique à une religion, il considère que, faute d'un pape-empereur s'appuyant sur la terreur -comme du temps de Staline-, le système ne peut que s'effondrer très vite, peut-être vers le début des années soixante-dix. Ce pronostic de mort est confirmé six ans plus tard dans l'ouvrage d'un jeune historien soviétique dissident, Andreï Amalrik, qui, convaincu de la sclérose du régime soviétique et de l'impossibilité de sa réforme, pose la question : « *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?* »⁸. « On peut dire, en résumé, écrivait-il, qu'au fur et à mesure de son affaiblissement et de son autodestruction croissante, le régime devra se heurter –et il y a déjà des signes clairs de ce phénomène- à deux forces agissant de manière destructrice à son égard : le mouvement constructif (assez faible) de la classe moyenne et le mouvement anti-constructif des classes inférieures, qui s'exprimera dans les actions les plus destructrices, les plus violentes et les plus irresponsables dès que ces couches auront conscience de leur impunité relative »⁹.

Vers la fin des années soixante-dix, enfin, sont publiés les premières analyses d'historiens français mettant l'accent sur des dysfonctionnements du système soviétique

³ Olivier Moucheront, *L'idée de déclin et de la désintégration prochaine de l'URSS, de 1953 à 1985*, mémoire de maîtrise d'Histoire préparé sous la direction de J-F Soulet, Université de Toulouse-Le mirail, septembre 2004, 97 p. dactyl.

⁴ *Preuves* n°64 et 65.

⁵ Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t.1, Fayard, 1994.

⁶ Olivier Moucheront, *op.cit.*, p.19

⁷ M.Garder, *L'agonie du régime en Russie soviétique*, La Table Ronde, 1965.

⁸ A. Amalrik, livre de poche, nouvelle édition 1977.

⁹ *Id.*, p. 115.

susceptibles de le déstabiliser en profondeur. Deux soviétologues de renom, Alain Besançon¹⁰ et Hélène Carrère d'Encausse évoquent un éclatement de l' « empire » sous la poussée des nationalités qui le composent. Dans un ouvrage au succès retentissant, paru en septembre 1978¹¹, Hélène Carrère d'Encausse rappelle avec netteté l'échec des Bolcheviques dans leur double tentative d'effacer les différences nationales et de les fusionner dans une communauté nouvelle. Parler de « peuple soviétique », comme le font les dirigeants de l'URSS, reste un vœu : « la réalité, observe-t-elle, ce sont ces nations qui s'expriment vigoureusement. Aucune magie ne les fera disparaître soudain au bénéfice du peuple soviétique ». Mais, dans ce « conflit national » qui se développe, l'esprit offensif des différentes nationalités se révèle très inégal. Ainsi, selon H.Carrère d'Encausse, les nations baltes que « les circonstances condamnent à l'affaiblissement, voire à l'extinction » ne semblent pas être en mesure de réagir. Seuls sont battants et susceptibles de faire « éclater » l'empire, les peuples d'Asie centrale et du Caucase, dont « la conscience nationale et le dynamisme démographique vont de pair ». L'Histoire devait en décider autrement. Ce furent finalement les peuples baltes et non ceux d'Asie centrale qui jouèrent un rôle déterminant dans l'implosion de l'URSS¹².

Quand, changeant d'échelle, les spécialistes français envisagent non plus seulement l'Union soviétique mais l'ensemble du « Bloc », les avis sur l'avenir de celui-ci apparaissent très divergents. Dans *Le grand frère*, paru en octobre 1983¹³, soit un an et demi environ avant l'arrivée de Gorbatchev à la tête de l'URSS, Hélène Carrère d'Encausse soutient que, malgré les crises, le système ne cesse de se renforcer, et qu'il s'agit là d'un processus irréversible. A l'opposé, sept ans auparavant, un jeune français diplômé d'histoire de l'Université de Cambridge, Emmanuel Todd, avait annoncé *La chute finale* et la décomposition de la sphère soviétique : « Dans dix, vingt ou trente ans, écrivait-il dès 1976, un monde surpris assistera à l'effritement ou à l'effondrement du premier des systèmes communistes »¹⁴. Faisant fi des affirmations des soviétologues et remettant en cause leur méthodologie, E.Todd proposait, dans son essai, d'appliquer à l'étude contemporaine du Bloc soviétique, les méthodes historiennes utilisées pour les sociétés anciennes, notamment les techniques –déductives et critiques- d'interprétation des statistiques démographiques et économiques.

*

* *

S'interroger sur les raisons expliquant la surprenante cécité de la plupart des historiens français sur les pays communistes ne nous paraît ni sacrilège, ni absurde. Nous pensons que la corporation historique ne pratique pas suffisamment une auto-critique constructive. Or, une discipline qui n'est pas critique avec elle-même ne peut prétendre figurer parmi les sciences. Dans ce domaine particulier de l'histoire des pays communistes, il a existé des lacunes et des dérives de fond, qu'il n'est pas possible, sans complaisance, de classer parmi les imperfections inhérentes aux sciences humaines ; et, pas davantage, selon nous, de mettre au passif d'une histoire immédiate, jugée incapable de discerner les lignes directrices d'une évolution. Est-ce à dire pour autant que nous confondons les historiens de

¹⁰ Dans son *Court traité de Soviétologie à l'usage des autorités civiles, militaires et religieuses* (Hachette, 1976), Alain Besançon déclare que le régime soviétique « ne peut que disparaître, ou se perpétuer indéfiniment », et que « de tous les problèmes auxquels doit faire face le gouvernement soviétique, le problème national est le plus insoluble et le seul qui, à terme, paraisse fatal, le seul qui condamne, à terme, sinon le communisme, du moins l'ensemble politique ».

¹¹ H. Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté : la révolte des nations en URSS*, Flammarion, 1978.

¹² Jean-François Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est, de la Seconde guerre mondiale à nos jours*, Armand Colin, 2006.

¹³ Flammarion.

¹⁴ Emmanuel Todd, *La chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Robert Laffont, 1976.

l'immédiat avec des mages aux pouvoirs supranaturels, capables de déceler avec certitude, dans le flot quotidien de l'actualité, les événements fondateurs ? Bien entendu, non. L'historien, qu'il s'intéresse à l'antiquité, au XIX^{ème} siècle ou au temps présent, demeure un homme tributaire d'une culture, d'une subjectivité et, plus ou moins doué de discernement. Mais, tout en prenant en compte ces servitudes et ces pesanteurs, nous pensons qu'elles ne suffisent pas à expliquer l'inquiétant fiasco d'une large partie de l'historiographie des pays communistes. Quelles en sont, alors, les raisons profondes ?

Sans avoir la prétention de fournir des explications définitives et exhaustives, nous pensons que deux séries de facteurs ont conduit à ce naufrage : les uns, généraux ; les autres, spécifiques aux historiens.

Dans la première catégorie, nous rangeons tous les éléments qui, en France, ont fait du regard porté sur le monde communiste un regard passionnel, fondé non pas sur l'observation objective de réalités mais sur l'adhésion à une idéologie et à un système qui semblaient porter tous les espoirs des hommes. Parmi les nombreux facteurs qui concoururent à l'élaboration d'une image extraordinairement positive des pays communistes, nous nous bornerons à citer ici : le rôle de l'URSS dans la lutte contre le nazisme à compter de 1941 ; l'alliance nouée avec les Etats occidentaux qui confèrent à l'Union soviétique et au communisme en général, un « brevet de démocratie » ; l'efficace propagande soviétique – relayée par le Parti Communiste Français- vantant les mérites et les réalisations des Etats communistes ; la puissance militaire de l'URSS, reconnue –et exagérée- par l'adversaire américain ...

Les moyens à la disposition des historiens pour contrer et dénoncer cette exceptionnelle entreprise de désinformation étaient bien faibles. Surtout, si ces mêmes historiens étaient eux-mêmes membres ou compagnons de route du Parti. Toutefois, l'engagement n'a pas été le seul facteur des dérives. La soviétologie française s'est fractionnée assez vite en chapelles antagonistes, d'abord pour des motifs idéologiques (marxistes et anti-communistes) mais aussi dans l'interprétation générale du système. Les uns, qualifiés de « totalitaristes », se sont vite transformés de soviétologues en « kremlinologues » en considérant que, dans des régimes totalitaires -qui terrorisent et tétanisent les populations-, le seul élément d'intérêt sont les dirigeants. Au contraire, les autres soviétologues, dits « révisionnistes », n'ont voulu voir dans les Etats communistes -décrits à tort, selon eux, comme totalitaires et figés- que des Etats « normaux »¹⁵. Ces divergences et ces querelles contribuèrent à amoindrir les esprits critiques des uns et des autres, et à éloigner beaucoup d'historiens d'un élément –nié par les dirigeants mais essentiel- du système communiste, la société civile. Ils dédaignèrent ainsi une documentation originale sur la réactivation des identités nationales et religieuses et, ce faisant, se privèrent d'un précieux miroir, capable de refléter les mutations et les dysfonctionnements de ces pays. La sous-estimation du réveil identitaire et du développement en souterrain d'un véritable contre-système touchant tous les domaines -pas seulement l'économie- a certainement beaucoup pesé dans le manque de perspicacité des historiens du monde communiste. *A contrario*, l'intérêt porté aux manifestations visibles et cachées de la société civile, et la critique serrée des informations fournies par les pouvoirs, ont permis une bien meilleure compréhension des dynamiques en action lors de la désatellisation des Etats communistes est-européens.

¹⁵ W. Berelowitch, « La soviétologie après le putsch. Vers une guérison ? », *Politix, travaux de science politique*, 18, 2^{ème} trim. 1992, pp.7-20 ; S. Gillet, « Questions d'URSS ou la soviétologie en questions », *Politix, travaux de science politique*, 18, 2^{ème} trim. 1992, pp. 21-48.

Autant l'histoire du déclin communiste nous paraît avoir été lacunaire et tardive, autant celle de la désatellisation en impose par sa pertinence et sa rapidité. Un tel contraste dans le traitement de faits contemporains s'explique, en grande partie, par la quasi disparition des principaux facteurs qui freinèrent longtemps l'objectivité des chercheurs et que nous avons rappelés précédemment : engagement dans le mouvement communiste, vénération pour l'URSS, dédain pour l'opposition et la dissidence, insuffisance de la critique de la documentation officielle...

Mais, quelles que soient les raisons invoquées pour expliquer ce changement –sur lesquelles nous reviendrons-, le fait est que, dès 1990, moins d'un an après le renversement des régimes communistes dans les six pays satellites de l'URSS, sont publiés en France deux importants ouvrages qui offrent un premier et remarquable état des événements survenus dans ces pays. Paru en avril 1990, le livre¹⁶ d'un spécialiste d'Europe centrale, Jacques Rupnik, se donne pour objet, non seulement la description de la période soviétique en Europe de l'Est, mais, dans sa dernière partie, l'analyse minutieuse des processus de « sortie » du Bloc soviétique des différents pays. En novembre 1990, une étude collective¹⁷ dirigée par deux chercheurs du CNRS, Pierre Kende et Aleksander Smolar, propose un bilan de la « grande secousse » qui vient d'ébranler le monde communiste est-européen.

A cette première vague d'ouvrages écrits « à chaud », alors que le système communiste se maintient encore en Yougoslavie, en Albanie et en Union Soviétique, succède une seconde vague plus tardive, postérieure à l'implosion de l'URSS et à la disparition du communisme en Europe méridionale. En 1992, François Fejtö, met fin à sa réputée *Histoire des démocraties populaires*, parue en 1950, en publiant un dernier volume sur « la fin des démocraties populaires », dans lequel il retrace en détails le « crépuscule », puis « l'affaissement » des régimes communistes des huit pays européens, et où il envisage les divers « chemins du post-communisme ». Trois ans plus tard, en septembre 1995, le politologue québécois Jacques Lévesque, auteur de plusieurs ouvrages remarquables sur la politique extérieure de l'URSS, propose une réflexion très argumentée sur le rôle de l'URSS, en particulier de Gorbatchev, dans la « libération de l'Europe de l'Est »¹⁸.

Ces quatre ouvrages, parus en deux temps, ne sont pas les seuls sur le sujet¹⁹, mais ils nous paraissent bien illustrer la « réactivité » étonnante et la perspicacité des spécialistes de l'histoire immédiate face à ces événements²⁰. Un tel résultat s'explique, selon nous, par deux facteurs. D'abord, la compétence d'auteurs qui –au moins, trois sur quatre- sont originaires d'Europe de l'Est, suivent depuis des années les moindres oscillations et les sursauts de ces sociétés, et disposent de contacts étroits avec elles et avec les émigrés. Il faut, ensuite, prendre en compte la relative abondance des sources. Contrairement aux révoltes de 1953 à Berlin-Est, de 1956 en Hongrie ou de 1970 en Pologne, les reporters occidentaux se trouvent sur place en nombre conséquent, et fournissent un matériau dense. Certes, ces informations ne sont pas toutes fiables et de qualité. Il n'est pour s'en convaincre que de se référer aux premiers reportages sur les incidents de Timisoara en Roumanie que les médias occidentaux,

¹⁶ J. Rupnik, *L'autre Europe. Crise et fin du communisme*, Editions Odile Jacob, 1990.

¹⁷ *La grande secousse. Europe de l'Est 1989-1990*, Presses du CNRS, 1990.

¹⁸ Jacques Lévesque, 1989, *la fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Presses de Sciences Po, 1995.

¹⁹ Citons, entre autres, chronologiquement : Jean-François Soulet, *La mort de Lénine. L'implosion des systèmes communistes*, Armand Colin, 1991, 280 p. ; Georges Mink, *Vie et mort du bloc soviétique*, Paris, Casterman-Giunti, 1997, 160 p...

²⁰ Voir à ce sujet : Jean-Baptiste Bougon, *La désatellisation des pays de l'Est vue par les historiens français*, mémoire de maîtrise d'Histoire préparé sous la direction de J-F Soulet, Université de Toulouse-Le mirail, sans date, 97 p. dactyl.

vraisemblablement bernés par des agences de presse de Hongrie et de Yougoslavie, et peut-être par une fraction de la *Securitate* et de l'Armée, décrivent alors sous les traits d'un énorme carnage (plus de 12000 victimes !)²¹. Mais ces dérapages des médias sont assez vite dénoncés et corrigés. A peine quelques semaines plus tard, d'autres journalistes, à la suite d'investigations approfondies, démontent avec courage et brio le processus de désinformation. Par ailleurs, les tous premiers historiens de ces mutations est-européennes ont la possibilité d'interroger des acteurs de l'opposition (Walesa, Michnik, Havel...) mais également des élites communistes. Ainsi, de 1991 à 1995, Jacques Lévesque opère « un grand nombre d'entretiens avec des acteurs de premier plan et des témoins privilégiés » : principaux collaborateurs et conseillers de Gorbatchev pour les affaires de l'Europe de l'Est et les affaires internationales, directeurs et chercheurs de trois Instituts de l'Académie des Sciences de l'URSS, leaders du PC polonais (W. Jaruzelski, M. Rakowski...), hongrois (K. Grosz, L. Kovacs...), bulgares (P. Mladenov, A.Loukanov...), roumains (dont Silviu Brucan, « l'éminence grise » du Front National de Salut)... Même si une partie de la documentation officielle (comme les archives des Bureaux politiques des PC) n'est pas accessible, il n'en reste pas moins que l'information disponible constitue une base très large permettant à des historiens expérimentés de dégager les lignes de fond du processus de désatellisation.

*

* *

Les principales conclusions de ces premières investigations conduites « à chaud » entre 1989 et 1995, n'ont pas, à notre connaissance, été remises en question par des recherches ultérieures. En particulier, l'appréciation du poids respectif des différents acteurs n'a guère évolué depuis cette première série de travaux. Ces derniers présentent les rapports de forces au sein des six PC sous deux grandes configurations. Dans une première série de pays, les réformateurs communistes prennent l'initiative. C'est ainsi que, en Hongrie, Pozsgay, Nyers, Nemeth occupent des postes-clefs après le départ de Janos Kadar, et se lancent dans « une extraordinaire entreprise de démontage » (J.Rupnik). En Pologne, W.Jaruzelski, épaulé par M.Gorbatchev, impose le dialogue à l'opposition, car il reste persuadé de pouvoir contrôler le processus de transition (J.Lévesque). En revanche, les PC des quatre autres pays se trouvent totalement aux mains de conservateurs. Par exemple, en Tchécoslovaquie, « de Husak à Jakez, c'est un stalinisme endogène » (J.Rupnik) qui se perpétue. De même qu'en RDA, où l'équipe Honecker manifeste une complète « intransigeance » (F.Fejtö). Même unanimité à propos des dirigeants bulgares et roumains.

Dans les quatre ouvrages, on relève des analyses précises et nuancées des oppositions dans les différents Etats. La mobilisation la plus forte de la société civile a incontestablement lieu en Pologne autour de Solidarité, mais le Syndicat ne cesse de s'affaiblir depuis 1980. En Hongrie, l'opposition apparaît modérée, légaliste, tolérée par les autorités communistes, mais divisée. En Tchécoslovaquie et en RDA, elle se limite à des groupuscules mais ceux-ci, à compter de 1987 et, surtout, de 1988, parviennent de plus en plus à entraîner les populations. Par contre, en Bulgarie comme en Roumanie, la crainte de la police empêche longtemps toute mobilisation populaire d'envergure.

Les auteurs de ces premières synthèses sur la désatellisation sont davantage perplexes sur le poids des influences extérieures. Nul doute qu'il y ait eu un « effet Gorbatchev » mais les historiens hésitent sur les motivations du Premier secrétaire général du PCUS et sur les moyens qu'il a pu éventuellement utiliser pour peser sur l'avenir des satellites. Pour François Fejtö, Gorbatchev a agi par simple réalisme : « la part de Gorbatchev dans ce qui est arrivé en Europe de l'Est, sa contribution à la reculade soviétique entre l'Elbe

²¹ Voir à ce sujet, par exemple : M. Castex, *Un mensonge gros comme le siècle. Roumanie, histoire d'une manipulation*, A.Michel, 1990.

et le Bug, semble se réduire au fait qu'il se rendit compte (...) que, dans la folle course aux armements visant à faire de l'URSS, économiquement et technologiquement sous-développée, une super-puissance à part entière, le système soviétique en était arrivé à bout de souffle »²². Dès le printemps 1990, J. Rupnik minimise le rôle de Gorbatchev dans les mutations est-européennes. Cinq ans plus tard, Jacques Lévesque, après une enquête approfondie, confirme que Gorbatchev n'a, selon lui, accordé qu'« un soutien indirect et des encouragements presque codés aux réformateurs communistes d'Europe de l'Est »²³.

Dans cette première série d'études sur la désatellisation, l'« effet Jean-Paul II » ne donne pas lieu à de grands développements. Seul Jacques Rupnik souligne le fort impact sur la population polonaise du voyage du nouveau Pape en juin 1979 : « Il revenait dans son pays, écrit-il, en véritable souverain spirituel de la nation et son effet libérateur sur les consciences est essentiel pour comprendre l'origine du mouvement Solidarité »²⁴. D'une manière générale, les historiens ne paraissent pas préoccupés de savoir si le Vatican alla plus loin qu'un simple soutien moral. Il fallut la parution de l'ouvrage de Carl Bernstein et Marco Politi²⁵ pour que soit forgée la thèse d'une alliance –voire d'un complot– entre Jean-Paul II et Ronald Reagan visant à démembrer « l'empire du mal ». Quant à l'Occident, son rôle est plutôt minimisé. Il est décrit comme très prudent, soucieux de ne pas déstabiliser Gorbatchev par un soutien trop actif et, surtout, trop voyant, aux communistes réformateurs. Jacques Lévesque insiste tout particulièrement sur l'aversion de G.Bush pour « l'imprévisibilité », et ses réticences à exploiter les difficultés de l'URSS en Europe de l'Est²⁶. En République Fédérale Allemande, le Chancelier Kohl est jugé prudent, lui aussi, au moins jusqu'au début de 1989, mais à compter de cette période, il n'hésite plus à peser sur l'évolution en cours et obtient ainsi – vraisemblablement contre la promesse de crédits d'un milliard de marks– l'ouverture décisive de la frontière entre la Hongrie et l'Autriche.

En recoupant méthodiquement les informations seulement un ou deux ans après les événements, il est possible aux historiens de proposer une première typologie de la désatellisation²⁷. Tenant compte du rapport des forces et des processus d'action, deux types de mutations se dégagent.

En Pologne et en Hongrie, l'existence de tendances réformatrices au sein des PC et la présence de forces d'opposition bien constituées permettent de s'orienter vers des solutions de compromis. Par contre, dans les quatre autres Etats, les oppositions étant nettement plus faibles, et les Partis communistes se trouvant confisqués par les éléments les plus conservateurs, les mutations prennent un tour beaucoup plus complexe. En Tchécoslovaquie et en République Démocratique Allemande, les groupuscules oppositionnels, encouragés par les exemples polonais et hongrois, parviennent à mobiliser la jeunesse et une partie de la population adulte. Ces coalitions font face victorieusement à des partis communistes divisés et déconcertés par le refus d'intervention de l'Union soviétique. En Bulgarie et en Roumanie, l'absence d'opposition structurée et de minorités réformistes actives au sein des PC empêchent tout compromis et toute initiative populaire. Les deux vieux leaders communistes, Jivkov et Ceausescu, ne peuvent être écartés que par des révolutions de palais, inspirés sans doute par des agents extérieurs (américains et, ou, soviétiques).

*

* *

²² François Fejtö, *op. cit.*, p. 245.

²³ J. Lévesque, *op. cit.*, p. 324.

²⁴ J. Rupnik, *op. cit.*, p. 340.

²⁵ *Sa Sainteté Jean-Paul II et l'histoire cachée de notre époque*, Plon, 1996.

²⁶ J. Lévesque, *op. cit.*, pp. 132-133.

²⁷ Voir une synthèse de ces typologies dans J-F Soulet, *op.cit.*, p. 230.

Une quinzaine d'années étant passée, cette première analyse des désatellisations est-européennes n'a pas, dans ses grandes lignes, été démentie par de nouvelles révélations ou des découvertes dans les archives. Certes, durant ce laps de temps, des zones d'ombre ont été éclairées : les rumeurs d'intervention du KGB dans les manifestations tchèques du 17 novembre 1989 ont été démenties ; les éventuels « coups de pouce » de Gorbatchev ont été remis en cause ; les divisions au sein des oppositions, notamment dans le syndicat Solidarité, ont été davantage mises en relief ; le poids de personnalités telles que Ronald Reagan, Jean-Paul II et le Chancelier Kohl a été réévalué à la hausse ; les rôles de Mladenov et de I.Iliescu dans les mutations bulgare et roumaine sont mieux connus... Mais, répétons-le, la description et l'analyse des mécanismes généraux des six mutations n'ont pas été remises en cause. C'est là une preuve de la qualité de ces premières synthèses, dues, à la fois, à une connaissance profonde et sans préjugés du système communiste, à une méthodologie rigoureuse ainsi qu'à une diversité appréciable des sources : autant de conditions nécessaires à l'écriture d'une histoire immédiate.

Jean-François Soulet